

**CADRE DE GESTION DU  
VOLET 1 – SOUTIEN AU RAYONNEMENT DES RÉGIONS  
DU FONDS RÉGIONS ET RURALITÉ  
POUR LE BAS-SAINT-LAURENT**

2022-2023

## **Le volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité, en quelques mots**

Le volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité (FRR) est un programme du ministère des Affaires municipales et de l’Habitation (Ministère). Il vise l’ensemble des régions du Québec, à l’exception des régions de la Capitale-Nationale et de Montréal, pour lesquelles d’autres fonds sont prévus. Les sommes qui y sont consacrées serviront entièrement au financement de projets de développement, alignés sur les priorités déterminées par chacune des régions. Les projets porteront la marque distinctive du rayonnement régional. Par cette démarche, le gouvernement du Québec place son action au service des régions. Ce document présente le cadre de gestion pour le Bas-Saint-Laurent.

### **À propos du rayonnement régional**

Tout projet a un rayonnement régional s’il a des retombées dans le territoire de plus d’une municipalité régionale de comté (MRC) ou d’un organisme municipal équivalent. Les projets locaux réalisés dans plusieurs MRC et qui contribuent à l’atteinte d’une même priorité régionale sont aussi admis. Dans ce cas, c’est la somme des projets, et non chacun des projets pris individuellement, qui aura un rayonnement régional.

### **Les priorités régionales et les actions privilégiées**

Dans chaque région concernée, un comité directeur a été mis en place par la ou le ministre responsable de la région et les préfets des MRC (ou maires des organismes équivalents). Ce comité a œuvré à l’établissement des priorités régionales de développement de la région. Chaque priorité peut être assortie d’actions à privilégier. Les priorités et les actions privilégiées du Bas-Saint-Laurent sont présentées sur le site Web du Ministère.

Les priorités régionales sont établies pour plusieurs années alors que l’action à privilégier constitue une cible à plus court terme.

Pour être admissible à un financement, un projet doit concorder avec une priorité régionale.

S’il concorde également avec une action privilégiée, il sera alors plus susceptible d’être retenu par le comité régional de sélection de projets.

### **Le comité régional de sélection de projets**

En plus d’avoir établi les priorités régionales, le comité directeur a déterminé la composition du comité régional de sélection des projets. La composition du comité du Bas-Saint-Laurent est disponible sur le site Web du Ministère.

Le mandat du comité régional de sélection de projets consiste à prioriser les projets à soutenir dans le cadre du volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du FRR. Le Ministère s’occupe des aspects administratifs entourant l’octroi des aides : vérification du respect des normes, conventions d’aide financière avec les bénéficiaires, versements des aides octroyées et reddition de comptes.

C’est aussi le comité qui détermine les modalités de dépôt de projets et les critères de sélection particuliers de la région qui, le cas échéant, s’ajoutent aux critères de base. Il peut enfin déterminer des taux d’aide ou des montants maximaux d’aide inférieurs à ceux prévus par le volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du FRR. Le présent document intègre les décisions prises par le comité régional de sélection de projets.

À noter que les membres du comité régional de sélection de projets sont liés par des règles de conduite en matière d’intégrité, d’impartialité, de confidentialité et d’annonce des projets. Ils ne pourront divulguer d’aucune façon le contenu des projets reçus ou les analyses effectuées. Seuls les paramètres généraux des projets et du financement accordé seront, le cas échéant, rendus publics. Ils devront aussi veiller à ne pas se placer en conflit d’intérêts.

## **Organismes admissibles**

---

Les organismes suivants sont admissibles :

- Organismes municipaux;
- Entreprises privées, à l'exception des entreprises du secteur financier;
- Entreprises d'économie sociale, à l'exception des entreprises du secteur financier;
  - tout autre organisme à but non lucratif ou coopératif;
- Communautés autochtones (conseils de bande);
- Organismes des réseaux du milieu de l'éducation;
- Personnes morales souhaitant démarrer une entreprise privée ou d'économie sociale.

Un organisme inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics n'est toutefois pas admissible. Un organisme en situation de litige devant un tribunal avec le gouvernement du Québec ou en situation de défaut à ses obligations envers le Ministère pourrait, selon la nature du litige ou du défaut et les enjeux soulevés, ne pas être admissible.

## **Projets admissibles**

---

Le volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du FRR participe au financement de projets admissibles priorisés et choisis par le comité régional de sélection de projets, à l'intérieur de l'enveloppe financière déterminée et des normes du volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du FRR. L'octroi des aides est conditionnel à la disponibilité des crédits.

Le volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du FRR peut aussi participer au financement d'ententes sectorielles de développement entre des MRC et des ministères ou des organismes du gouvernement, soumis par des MRC, prévoyant les clauses requises pour se qualifier comme projet admissible.

Pour être admissible, un projet doit contribuer à l'attractivité des milieux de vie ou au développement d'entreprises :

- Un projet contribue à l'attractivité des milieux de vie s'il bonifie les conditions liées au désir de séjourner dans un milieu à des fins touristiques, ou encore de s'y établir ou d'y demeurer et de contribuer à sa prospérité;
- Un projet contribue au développement d'entreprises s'il vise à la mise en place d'une nouvelle entreprise ou à la consolidation ou à la croissance d'une entreprise existante.

Pour être admissible à une subvention, le projet doit également :

- être réalisé sur le territoire de la région;
- concorder avec une priorité régionale;
- avoir un rayonnement régional;
- obtenir un financement sectoriel lorsqu'un programme gouvernemental existe et qu'une enveloppe est disponible, puisque le volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du FRR ne doit pas remplacer les programmes existants, mais en être un complément;
- ne pas entrer en contradiction avec une politique gouvernementale ou une mesure approuvée par le Conseil du trésor ou le gouvernement du Québec ni couvrir une activité déjà financée par des règles budgétaires approuvées par ce dernier;
- respecter le cadre légal et réglementaire en vigueur ainsi que les accords nationaux ou internationaux applicables;
- ne pas générer des dépenses additionnelles qui pourraient être induites pour le gouvernement subséquemment par sa réalisation ou avoir des conséquences négatives majeures pour un secteur d'activité couvert par la mission d'un ministère ou d'un organisme du gouvernement du Québec.

Le Ministère sollicitera la collaboration des autres ministères concernés pour vérifier l'admissibilité des projets, particulièrement au regard des trois derniers points mentionnés ci-dessus puisque ceux-ci sont relativement techniques, probablement rarissimes, et que cette vérification ne peut incomber strictement au demandeur de l'aide financière. À moins de raisons exceptionnelles, cette vérification sera attendue à l'intérieur d'un délai de 15 jours ouvrables.

Aux fins du volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du FRR, un projet est défini comme une initiative d'une durée limitée dans le temps, de nature ponctuelle et non récurrente, et n'incluant pas les charges permanentes que doit assumer l'organisme pour rester en activité indépendamment du volume de ses activités.

Les déménagements d'entreprises provenant d'autres régions administratives du Québec ne sont pas admissibles.

## **Dépôt de projets**

---

Appels de projets 2021-2022 au Bas-Saint-Laurent : La date limite pour déposer un projet est le 29 avril 2022.

1.5 M\$ sera réservé pour l'appel de projets suivant :

Le comité régional de sélection de projets du Bas-Saint-Laurent du volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du FRR propose pour l'année 2021-2022 un deuxième appel de projets à savoir : projet qui démontre une chaîne d'approvisionnement régionale et qui favorise l'autonomie alimentaire, énergétique ou manufacturière du Bas-Saint-Laurent; projet de transformation industriel ou artisanal, favorisant la mise en place de circuits courts; projet visant certains éléments de la chaîne de valeur soit : la production, la transformation, la distribution, la mise en marché et la valorisation des matières résiduelles.

Afin de favoriser l'atteinte des objectifs en lien avec les priorités régionales de développement, le comité régional de sélection se réserve la possibilité de procéder sur invitation ciblée ou de développer des projets en collaboration avec des ministères et organisations du milieu, notamment par l'entremise d'ententes sectorielles de développement. Le comité régional de sélection de projets se réserve également l'opportunité d'appuyer certains projets représentant une importance stratégique pour la région et ne cadrant pas dans ces appels de projets notamment des projets innovants visant la relance post-covid et favorisant le développement de la région.

## **Une approche intégrée du développement local et régional – Projets territoriaux à potentiel de rayonnement**

---

Au Bas-Saint-Laurent, il a été déterminé par le comité régional de sélection de projets du volet 1 de miser sur une approche visant la complémentarité des différents volets du FRR afin de favoriser une approche intégrée du développement local et régional s'appuyant sur les forces et les opportunités présentes dans les territoires des MRC.

À l'issue des exercices de planification territoriaux, des projets spécifiques à chaque MRC ayant un potentiel de rayonnement régional pourront être déposés sous peu. Les modalités de dépôt des projets territoriaux sont intégrées au présent cadre régional lorsqu'elles sont communiquées par les MRC. Dans le contexte post-pandémie (COVID-19), on vise notamment à supporter des projets qui contribuent au dynamisme économique local, qui s'inscrivent dans le cadre d'une relance post-pandémie ou qui visent un secteur d'activité impacté par la pandémie.

Veuillez référer au site Internet de votre municipalité régional de comté (MRC) pour connaître les modalités de dépôt de projets.

- **MRC de Kamouraska**

<https://www.mrckamouraska.com/>

## MRC Rimouski-Neigette

<https://www.mrcrimouskineigette.qc.ca/developpement-local/regional/>

## MRC de la Matanie

[https://www.mrcdematane.qc.ca/images/Upload/Documents/Developpement\\_economique/FRR\\_volet\\_1- projet territorial MRC de La Matanie.pdf](https://www.mrcdematane.qc.ca/images/Upload/Documents/Developpement_economique/FRR_volet_1- projet territorial MRC de La Matanie.pdf)

## Évaluation des projets

---

Le comité régional de sélection de projets s'est doté de la grille suivante pour évaluer les projets admissibles et déterminer lesquels choisir et prioriser :

- Projet de transformation industriel ou artisanal, favorisant la mise en place de circuits courts.
- Projet visant certains éléments de la chaîne de valeur soit : la production, la transformation, la distribution, la mise en marché et la valorisation des matières résiduelles.
- La concordance avec une priorité régionale, un objectif prioritaire et transversal, avec une action à privilégier.
- l'ampleur du rayonnement régional, selon le nombre de territoires bénéficiant des retombées du projet et de l'importance de ces retombées en termes d'usagers, de clientèles ou d'employés en retirant des bénéfices.
- L'aspect structurant du projet : projet relevant d'un domaine ayant un potentiel de croissance appréciable ou qu'il permet de lever des obstacles au développement dans ce domaine ou qu'il contribue à installer une synergie durable entre les acteurs pour une amélioration durable d'une situation donnée.
- L'importance des retombées économiques du projet, par exemple sur le plan de l'emploi pendant et après la réalisation du projet.
- l'importance de la contribution demandée au regard de l'ampleur du rayonnement régional;
- L'importance de la contribution demandée par rapport au coût total du projet et à la contribution du promoteur.
- la qualité du plan de financement : réalisme des coûts anticipés, contributions des partenaires impliqués et des programmes gouvernementaux applicables, confirmation des contributions;
  - à noter que la contribution financière du demandeur peut aussi être indirecte sous forme de ressources humaines ou matérielles, à comptabiliser financièrement;
- la qualité du plan de réalisation du projet : liens probants entre les étapes, les activités, les ressources et les cibles;
- la qualité de la structure de gouvernance : relations claires entre les partenaires, modes de décision établis, feuille de route éloquentes du directeur de projet et de l'équipe de projet.
- Pérennité du projet : l'effet durable qu'auront ses retombées dans la communauté, et ce, au-delà de sa mise en œuvre.

## Dépenses admissibles

---

Les dépenses admissibles sont énumérées ci-dessous.

- a) Les frais de fonctionnement directement liés à la réalisation du projet (les salaires, le loyer, l'acquisition de matériel et d'équipement, la reddition de comptes).
- b) Les frais de réalisation de plans et d'études (salaires et honoraires professionnels) se rapportant à la mise au point du projet :
  - la réalisation d'un plan d'affaires;

- l'évaluation de l'opportunité d'un projet, y compris l'analyse de marché d'un projet;
- l'évaluation de la faisabilité technique et financière d'un projet;
- la définition et la mise au point d'un concept;
- la programmation d'activités;
- le développement et la mise au point d'instruments ou d'indicateurs permettant de mieux mesurer un secteur d'activité, y compris les études d'achalandage et d'impact économique liées à des projets.

c) Les coûts de construction, d'aménagement, de réalisation ou de mise en place du projet.

### **Dépenses non admissibles**

---

L'aide ne peut servir à financer :

- le déficit d'opération d'un organisme admissible, le remboursement d'emprunts ou le renflouement de son fonds de roulement, à moins que cela s'inscrive à l'intérieur d'un plan de redressement faisant partie du projet;
- les dépenses effectuées avant la date de dépôt du projet;
- les dépenses liées à des projets déjà réalisés;
- les dépenses déjà payées par le gouvernement du Québec, pour un même projet;
- toute dépense qui n'est pas directement liée au projet;
- les dépenses relatives au soutien administratif ou financier visant à appuyer les travaux du comité régional de sélection de projets;
- toute dépense visant le déplacement d'une entreprise provenant de l'extérieur de la région administrative;
- toute subvention à l'administration gouvernementale, à l'exception des organismes des réseaux du milieu de l'éducation;
- toute dépense liée à des activités encadrées par des règles budgétaires approuvées par le gouvernement du Québec;
- toute dépense visant des entreprises inscrites au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics;
- la portion remboursable des taxes;
- toute forme de prêt;
- toute forme de garantie de prêt;
- toute forme de prise de participation.

### **Règles d'adjudication des contrats de construction**

---

Lorsque le projet vise à financer l'exécution de travaux de construction confiés à un tiers, l'organisme admissible à une aide financière dans le cadre du volet 1, à l'exception d'une entreprise privée, doit suivre les dispositions prévues à la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, chapitre C-65.1, article 23). Pour les contrats :

- inférieurs à 25 000 \$ : gré à gré;
- de 25 000 \$ à 105 699 \$ inclusivement : invitation écrite à au moins trois fournisseurs ou entrepreneurs;
- de 105 700 \$ et plus : appel d'offres public.

Pour les organismes municipaux, les organismes du milieu de l'éducation ou les organismes mandatés par le milieu municipal, les contrats de 105 700 \$ et plus doivent être ouverts aux accords de libéralisation.

Un appel d'offres public n'est pas requis, sur l'avis de la ministre, lorsque, en raison d'une situation d'urgence, où la sécurité des personnes ou des biens est en cause ou lorsqu'un seul contractant est possible en raison d'une garantie, d'un droit de propriété ou d'un droit exclusif.

Lorsque les règles d'adjudication des contrats de construction d'un organisme admissible au programme sont plus restrictives que les présentes règles, l'organisme doit appliquer ses propres règles.

### **Montants de l'aide et cumul des aides**

---

Les membres du comité régional de sélection de projets ont convenu des montants d'aide maximums suivants pour un même projet :

- Contribution maximale de 250 000 \$ pour tout projet qui a un rayonnement minimal sur le territoire de deux MRC.
- Contribution maximale de 500 000 \$ pour tout projet à rayonnement sur cinq MRC.
- Le comité régional de sélection de projets se réserve la possibilité d'accorder un montant d'aide supérieur à ces maximums en respect du cadre normatif. Par conséquent, pour toutes les catégories de bénéficiaires, un même organisme admissible et ses filiales ne peuvent recevoir plus de 1 M\$ par année pour un même projet, pour un maximum de 3 M\$ sur cinq ans. Cette décision doit être unanime auprès des membres du comité régional de sélection de projets.

### **Durée de l'aide**

---

Chaque aide a une durée maximale de **cinq ans** pour un même projet d'un même bénéficiaire et ses filiales.

### **Dépôt des demandes d'aide**

---

Pour que sa demande soit étudiée, l'organisme doit :

- a) respecter les modalités de dépôt de projets établies par le comité régional de sélection, en sus des conditions énoncées dans la section « projets admissibles »;
- b) produire une demande complète et la transmettre à la direction régionale du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation par voie électronique. Consultez le site Web du Ministère pour avoir toutes les informations sur le dépôt d'une demande :  
<https://www.mamh.gouv.qc.ca/developpement-territorial/fonds-et-programmes/fonds-regions-et-ruralite-frr/volet-1-soutien-au-rayonnement-des-regions/faire-une-demande/>
- c) faire la démonstration du besoin d'un recours au volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du FRR et fournir au Ministère les renseignements requis pour éclairer la décision du comité régional de sélection de projets.

L'organisme peut fournir tout autre document jugé pertinent appuyant sa demande.

### **Décision**

---

Les demandeurs d'aide dont les projets seront retenus recevront une confirmation de la promesse d'aide.

Les demandeurs d'aide financière dont les projets ne seront pas retenus seront également informés par écrit par le Ministère.

### **Reddition de comptes**

---

Les projets retenus feront l'objet d'une convention d'aide financière entre le Ministère et l'organisme. Sauf exception, à la fin du projet, le promoteur devra déposer un rapport final ainsi qu'un rapport financier du projet réalisé par un comptable, selon les spécificités du chapitre 9100 des normes de certification comptable, ou un rapport de mission d'examen ou d'audit de l'organisme incluant le projet. Les frais entourant la production de ce rapport financier sont considérés comme étant une dépense admissible et peuvent être demandés lors du dépôt de la demande.

### **Annonce publique**

---

Les projets retenus pourront faire l'objet d'un protocole de visibilité et d'une annonce publique.

### **Information**

---

Pour toute information concernant le volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du FRR, veuillez communiquer avec la Direction régionale.

**Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation**

Direction régionale du Bas-Saint-Laurent

337, rue Moreault, 2<sup>e</sup> étage

Rimouski (Québec) G5L 1P4

Téléphone : 418 727-3629 / Télécopieur : 418 727-3537

Courriel : [dr.bas-st-laur@mamh.gouv.qc.ca](mailto:dr.bas-st-laur@mamh.gouv.qc.ca)